



Permettez-moi tout d'abord de remercier au nom de tous les congressistes celles et ceux qui ont permis à ce congrès de se tenir et d'aboutir dans ses travaux.

Merci à ceux qui ont travaillé à l'organisation avant et pendant ce congrès avec un merci particulier à Didier Cru qui participe pour la dernière fois, comme responsable de la vie syndicale, à l'organisation d'un congrès fédéral. J'ai bien sûr une pensée pour Philippe Vernet qui traverse des moments douloureux.

Merci à toute l'équipe qui a travaillé avec Martine pour régler les innombrables questions financières. Vous le savez Martine traverse elle aussi une épreuve difficile. Nous pensons beaucoup à elle et à sa famille et nous lui adressons toutes nos amitiés.

Merci à Claire qui a été le relais indispensable avec Dijon et aux camarades de la région qui se sont mis à disposition du congrès. Je pense que pouvons une nouvelle fois la remercier pour l'organisation de la soirée fraternelle d'hier....

Merci à Agnès dont chacun mesure l'efficacité et l'investissement au service de la vie fédérale.

Merci aux invités qui ont contribué à enrichir nos débats et à ceux qui sont venus saluer le congrès

Permettez-moi enfin d'adresser en votre nom à tous un salut fraternel à

Richard qui achève son troisième et dernier mandat de secrétaire fédéral. J'ajouterai à ce merci collectif un merci personnel pour ces mois de travail en commun qui permettent une transition aussi naturelle que possible entre nos mandats dans un contexte qui ne fut pourtant pas toujours serein mais il ne m'a pas caché que la vie fédérale n'était pas toujours un long fleuve tranquille...

Le rapport présenté par la direction sortante a été adopté par plus 72, 56 % des voix, plus de 10% de plus qu'au précédent congrès. Cette reconnaissance de l'activité et des orientations portées par la fédération ces trois dernières années, dans un contexte social et syndical difficile, témoigne du travail accompli et doit renforcer notre conviction que l'on peut entamer une nouvelle étape de la vie fédérale.

Après près de 20 heures de débat en séance, près de 200 interventions, après de longues heures de travail en commission trop longues sans doute, après avoir étudié et largement pris en compte l'apport des 436 amendements proposés par les syndicats, l'orientation des trois années à venir a été elle aussi approuvée par près de ¾ des voix, résultat lui aussi en augmentation sensible.

La capacité de notre fédération à organiser la réflexion collective devra maintenant se traduire dans les actes par le déploiement d'actions revendicatives. Les textes adoptés sont désormais la feuille de route de la direction nouvellement élue.

Nous avons démontré durant nos travaux notre capacité à aller le plus loin possible dans la construction de propositions portées par le plus grand nombre même si nous devons regretter parfois de nombreuses abstentions témoignant sans doute de débats non aboutis.

Nous devons aussi entendre le message des organisations qui ont exprimé par l'abstention ou le vote contre leur point de vue sur ces orientations.

Nous avons choisi de renvoyer à la direction nouvellement élue le soin de mettre en débat des questions d'importance comme l'apprentissage, le numérique ... gardons aussi à l'esprit que nous devons répondre aux salariés qui vivent des situations économiques et sociales en perpétuelle évolution à l'exemple de celles des salariés des MJC ou de l'AFPA. Cela nécessitera très rapidement des réponses revendicatives adaptées.

Lors des prochains CNF, il faudra actualiser les repères revendicatifs adoptés lors du 10^e congrès et nous proposerons à cet effet dès le début de l'année 2014 un calendrier de travail.

Développer l'activité CGT sur l'ensemble des domaines relevant du champ fédéral et dans tous les territoires nécessitera une implication d'un plus grand nombre de militants. Pour cela il faut que "l'objectif de l'Unité retrouvée" proposé dans le rapport introductif par Richard s'affirme dans nos pratiques. C'est une condition essentielle pour rendre plus efficace l'action syndicale, pour assumer nos responsabilités de syndicat de lutte, pour rendre possible de nouvelles conquêtes sociales.

L'unité ce n'est pas l'uniformité, la pensée unique ou le prêt-à-penser et ce congrès a démontré une nouvelle fois que le respect des points de vue des syndiqués et des organisations était une règle bien ancrée dans la vie de la fédération.

L'unité ne se construit pas seulement par des règlements mais d'abord autour de perspectives revendicatives et de valeurs communes réaffirmées.

Quelle crédibilité auraient d'ailleurs nos propositions en matière d'unité syndicale, que voudrait dire l'appel au "tous ensemble" dans les luttes si n'étions pas en capacité d'abord de mieux

construire collectivement dans notre organisation?

L'unité, avant d'être un choix, est une nécessité. L'histoire de la CGT comme celle de notre fédération en témoigne. Notre IHS fédéral, comme cela a été proposé, doit nous permettre de mieux appréhender les questions d'identité et d'unité ce qui me paraît pour le moins utile au regard de ce que nous venons de réaffirmer sur l'outil syndical.

Les révolutions technologiques donnent aux domaines de l'éducation, de la formation et de la recherche une place centrale dans la production des richesses. La lutte pour le contrôle et le financement de ces activités est de plus en plus vive. Dans le rapport Capital/Travail, ces enjeux sont devenus majeurs avec toutes les conséquences que cela peut avoir pour les salariés comme pour les usagers. Pour mieux appréhender ces questions je propose que nous nous inscrivions dans la dynamique nouvelle que veut impulser la confédération pour son secteur économique.

Dans ce domaine comme dans d'autres nous devons d'ailleurs continuer à prendre toute notre place dans l'activité interprofessionnelle, au niveau confédéral comme au niveau

des organisations territoriales de la CGT. Le nombre important de militants de la fédération investis dans ces organisations CGT et ou mandatés à tous les niveaux de l'organisation sont un atout important pour ce travail mais cela nécessite un travail de coordination renforcé avec les moyens que cela implique.

Nos orientations posent aussi la question de l'articulation de notre activité avec l'ensemble des structures de la CGT auxquelles sont affiliés nos syndiqués. Je pense bien sûr à l'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires pour la fonction publique d'État, ou à l'UGICT pour ce qui concerne les cadres.

Je pense également aux nombreuses Fédérations avec lesquelles nous travaillons dans le secteur public ou le secteur privé notamment la Fédération des services publics, celle des organismes sociaux, celle du spectacle...

Il est naturel de réfléchir à l'articulation de nos activités avec d'autres fédérations ou à l'évolution des structures mais le temps est d'abord à la mise en mouvement de toutes nos organisations dans des démarches revendicatives communes.

C'est ce que nous ferons prochainement ensemble dans la fonction

publique pour défendre nos revendications en matière d'emplois, de salaires ou de protection sociale comme l'a rappelé Jean-Marc Canon mercredi.

Nous venons de réaffirmer dans notre document d'orientation le nécessaire développement de notre vie fédérale et notre volonté de travailler ensemble dans la CGT : mettons-nous alors au travail rapidement car l'action syndicale reste bien l'objectif primordial de notre activité.

Le contexte social, le désarroi qui touche de nombreux salariés, les choix gouvernementaux qui s'alignent le plus souvent sur les exigences du MEDEF et des politiques libérales de l'Union Européenne, les dangers d'une extrême-droite qui se renforce dangereusement, rendent complexe le déploiement de stratégies syndicales efficaces d'autant que l'unité syndicale fait le plus souvent défaut. Nous avons donc la responsabilité de jouer tout notre rôle avec les organisations fédérées pour que les salariés s'engagent dans l'action autour de leurs revendications.

Permettez de mettre en avant quelques pistes de travail.

Les questions d'emploi, de salaire et de retraite dans le public et le privé sont toujours au centre des préoccupations des salariés, poursuivons nos actions et nos explications, faisons-le ensemble, actifs et retraités. C'est à partir de cette démarche revendicative construite en commun que nous pourrions mieux travailler à la continuité syndicale comme nous l'ont demandé nos camarades de l'UFR.

L'actualité revendicative c'est aussi la campagne engagée par la confédération sur le coût du capital. Notre fédération devra s'inscrire dans cette campagne à partir des réalités et des enjeux dans nos champs fédéraux.



Discours de clôture

Nous avons aussi, compte tenu de la place des questions de formation dans nos champs fédéraux, à nous intéresser aux négociations sur la formation professionnelle qui déboucheront sur une loi. Mettons tout en oeuvre pour peser efficacement sur les négociations et sur les débats parlementaires à venir.

Les premières lois de décentralisations verront le jour. Il faudra que nous nous appuyions sur le travail important de notre congrès pour mettre en débat nos propositions. Il faudra être rapidement en capacité de rassembler salariés et usagers pour la défense, le développement et la modernisation des services publics, de leur qualité et de leur accessibilité.

La défense des statuts et garanties collectives est à l'ordre du jour comme nous venons de le rappeler dans le texte débattu à l'instant sur le rapport Pêcheur.

C'est aussi d'actualité au travers les discussions engagées par le gouvernement dans l'Éducation nationale. Nous devons être en capacité de nous opposer aux processus de privatisation et de marchandisation en cours dans l'Éducation, la Recherche, la Culture.

Dans les services publics les conséquences du budget 2014 se feront sentir elle aussi rapidement. Fermetures de postes, de services ou de classes dans l'éducation seront hélas une nouvelle fois d'actualité. Préparons-nous à agir, à coordonner et fédérer nos initiatives. Nous avons la responsabilité de mettre en évidence la cohérence de ces attaques et d'expliquer comment une autre répartition des richesses permettrait de répondre aux besoins réels de la population.

N'oublions pas non plus que les restrictions budgétaires, les baisses de

subventions remettent en cause gravement les emplois et les missions dans le secteur associatif, l'éducation populaire ou le sport. Nous devons aussi mieux organiser les salariés pour les aider à affronter les conséquences du funeste Accord National Interprofessionnel.

Je ne serai pas exhaustif et de nombreuses questions ont été traitées dans les documents, permettez-moi d'ajouter que l'approche collective de la question des rythmes scolaires ou celle de la formation des maîtres nécessitent des réponses rapides.

Il faudra poursuivre le développement de nos outils fédéraux autour des questions de travail en liaison avec les syndicats. La chance d'avoir dans notre fédération des salariés du public et du privé doit nous permettre de mieux appréhender ces questions de manière globale, et de travailler aux réponses revendicatives de manière plus efficace.

Nous devons réfléchir à une meilleure prise en compte des salariés les plus fragilisés par la crise sociale. Les questions de pauvreté et d'extrême précarité concernent parfois les publics avec lesquels nous travaillons mais combien

de salariés de nos champs concernent-ils et quelle réponse syndicale leur apportons-nous ?

Permettez-moi de rappeler par exemple la situation des salariés en contrat aidé qui gagnent souvent à temps partiel contraint moins de 700€ par mois ou celles des salariés pour qui la précarité est la seule perspective de carrière.

Si le syndicalisme ne répond pas aux détresses qui se cachent souvent derrière ces situations en organisant dans l'action les salariés et privés d'emploi nous verrons se développer le populisme et la démagogie encouragés et alimentés par la droite et l'extrême-droite. Ne laissons pas la juste colère de ceux qui souffrent être dévoyée par ceux-là même qui portent la responsabilité de la situation.

Nous avons donc toutes les raisons de répondre présents dans le cadre de la campagne de la CGT contre le danger que représente le Front National pour nos libertés mais aussi pour l'existence de nos droits sociaux.

Continuons d'être sans concession contre le racisme et toutes les discriminations y compris lorsqu'ils sont alimentés par les politiques publiques mises en oeuvre par ce gouvernement.



Comme citoyens, comme syndicalistes mais aussi comme professionnel de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture nous avons le devoir de prendre plus de place dans ces combats.

Notre fédération doit donc être en capacité de rassembler et d'organiser les salariés des champs de l'éducation, de la formation, de la recherche et de la culture pour :

- Impulser, coordonner l'activité syndicale, construire des convergences et des solidarités professionnelles dans le but de gagner sur nos revendications.

- Construire des projets alternatifs à la mise en œuvre des politiques gouvernementales destructrices.

- Porter ces projets alternatifs au sein des structures de la Cgt pour les mettre en débat et les faire partager pour une prise en compte de nos réalités professionnelles dans les mutations en cours.

Atteindre ces objectifs ne sera pas un long fleuve tranquille mais je reste convaincu que puisque nous sommes tous à la CGT, puisque ce qui nous rassemble est plus important que les divergences qui s'expriment parfois, nous serons en capacité de répondre aux attentes des salariés. Face à une classe sociale accrochée à ses privilèges, à un patronat organisé et puissant, à un gouvernement qui n'entend que de l'oreille droite, la seule alternative est le rassemblement des salariés dans l'action.

Soyons à la hauteur pour les organiser pour qu'ils construisent syndicalement le rapport de force indispensable pour gagner.

C'est vrai dans nos entreprises et services, à chaque échelon du territoire mais aussi au niveau international. Nous devons à cet égard mieux utiliser notre présence dans les organisations

internationales auxquelles nous sommes affiliés pour organiser concrètement les démarches de solidarité qui s'imposent à l'échelle d'un capitalisme mondialisé.

Il n'y aura pas de développement de notre activité syndicale sans prise en compte de la qualité de vie syndicale. Travaillons mieux à l'organisation, la formation syndicale, au développement de la communication et bien sûr au renforcement de nos syndicats : cela doit être une priorité pour la direction fédérale.

La responsable du Comité Jeunes CGT a montré l'importance particulière de l'accueil et la place des jeunes dans nos organisations: il me semble que nous avons une marge de progrès dans ce domaine et qu'il serait irresponsable de ne pas prendre des dispositions pour préparer l'avenir de nos organisations syndicales.

L'avenir se fera aussi par une réflexion collective autour de la question des moyens humains et financiers mis à la disposition de notre fédération : cela appelle des débats transparents et des décisions pour nous permettre une réelle mise en œuvre de nos orientations sur la durée du mandat.



Chacun le sait, Richard et Jean-Marc Canon nous l'ont rappelé : les enjeux en matière de représentativité ont pris une nouvelle dimension ces dernières années.

Nous sommes face à des échéances cruciales dans à peine un an.

Dans l'éditorial du 4 pages dédié aux élections de la fonction publique, Thierry Le Paon parle de " campagne confédéralisée " et de déploiement de la campagne en territoire.

Notre fédération doit bien s'inscrire dans cette logique et se mettre partout au service des syndicats et de leurs candidats. Nous devons favoriser les coopérations à tous les niveaux et d'abord lorsque des champs professionnels se recoupent. Un collectif fédéral autour des deux camarades impliquées dans le groupe confédéral sera mis en place dès la CE de janvier.

Nous devons aussi prendre la mesure des enjeux de la représentativité dans le secteur privé mais je vous renvoie à l'adresse du congrès que nous venons d'adopter.

À quelques minutes de la fin du congrès je voudrais appeler chacune et chacun des congressistes à se sentir co-responsable de l'orientation que nous venons d'approuver.

La direction élue ne suffira pas seule à faire face au plan de travail que nous nous sommes donné. Chacun peut et doit trouver sa place dans l'activité de notre fédération et nous comptons sur chacun d'entre nous pour faire vivre au quotidien dans l'Éducation, la Recherche et la Culture, le syndicalisme CGT, pour que vive notre fédération.

Vive la CGT !

Hervé BASIRE